

II° - BORDEAUX CAPITALE de la France en 1914

LE GOUVERNEMENT à BORDEAUX en 1914

Avancée allemande

Aout 1914 : les Allemands sont à une chevauchée ou deux de PARIS en début du mois d'aout.

Pas question de s'arrêter à Tours. Bordeaux direct.

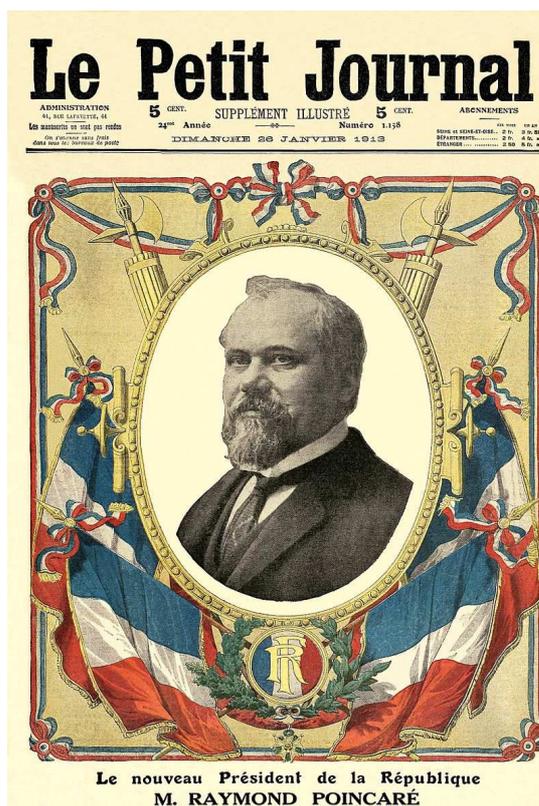
2 septembre 1914 : arrivée du gouvernement à Bordeaux avant la contre-attaque de la Marne. Le gouvernement français quitte [Paris](#) menacé par l'avancée allemande et s'installe à [Bordeaux](#) laissant la capitale sous le gouvernement militaire du général [Gallieni](#).



Général Gallieni

Raymond Poincaré est accueilli à Bordeaux par une délégation notamment composée du Préfet de la Gironde, *Olivier Bascou* et du maire de Bordeaux *Charles Gruet*. Il se rend immédiatement à l'hôtel Nesmond, rue Vital-Carles, résidence du Préfet, où s'installe la Présidence.

Raymond Poincaré 10^{ème} président de la république du 18 février 1913 – 18 février 1920



René VIVIANI et la présidence du Conseil s'installent à l'Hôtel de ville.
Le **président du Conseil René Viviani** s'installa à deux pas, à l'hôtel-de-ville, et logeait chez le *député Ballande*, place Pey-Berland, où se trouve ce même hôtel de ville.



René Viviani

Régime	<u>Troisième République</u>
président de la république	<u>Raymond Poincaré</u>
<u>Président du Conseil</u>	<u>René Viviani</u>
Début	<u>13 juin 1914</u>
Fin	<u>26 août 1914</u>
Durée	74 jours

Le **premier gouvernement René Viviani** exerce le gouvernement de la France du 13 juin au 26 août 1914.



André Ballande, Député de la Gironde du 11 mars 1902 au 31 mars 1924

Aristide BRIAND, le ministère de la justice s'installe au Palais de Justice.



Aristide Briand

Aristide Briand revient au gouvernement fin juillet 1914, d'abord comme *ministre de la Justice* de [René Viviani](#), puis d'octobre 1915 à mars 1917, comme [président du Conseil](#), détenant le portefeuille des Affaires étrangères. Il joue donc un rôle essentiel dans la première phase de la guerre.

Alexandre MILLERAND, le **ministre de la guerre**, (qui succèdera à Poincaré à la présidence de la république du 24 septembre 1920 au 11 juin 1924) s'installe dans l'hôtel du quartier général du 18^{ème} corps d'armée.



« Les ministères se répartissent dans la ville :

La guerre dans les locaux de la faculté des lettres et des sciences, cours Pasteur (actuel Musée d'Aquitaine), la Marine à l'école de Santé Navale, cours Saint-Jean (aujourd'hui cours de la Marne), l'intérieur à la préfecture, rue Esprit des lois, la justice au palais de justice, les Affaires étrangères place Bardineau ; le Sénat s'installe à l'Apollo, l'Assemblée nationale à l'Alhambra. » (la petite gironde du 4-9-1914)

La chambre des députés est installée à l'Alhambra.



Le théâtre de l'Appolo a été réquisitionné pour les sénateurs.

BORDEAUX CAPITALE PROVISOIRE DE LA FRANCE



LE SÉNAT AU THÉÂTRE DE L'APOLLO
Quand nous goûterons les joies de la paix, il y aura bien des "à côtés" pittoresques de la guerre à rappeler. C'est ainsi qu'à Bordeaux le Sénat s'est installé au théâtre de l'Appolo en attendant de pouvoir réoccuper en toute tranquillité le palais du Luxembourg.

L' " ALHAMBRA " CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Sans intention ironique — ce n'est pas le moment de faire de l'humour — les députés ont élu domicile à l'Alhambra. Dans la salle où acrobates, jongleurs et chanteuses se faisaient applaudir nos honorables se réunissent pour s'entretenir de la guerre.

Le conseil d'Etat tient séance salle Franklin.

Les facultés sont occupés par certains ministères.

Le ministère de la marine reçoit l'hospitalité de l'Ecole de médecine navale et coloniale.



«Bordeaux était durant cette période une ville de plaisir»

Les ministères n'étaient accompagnés que d'un personnel restreint. Seul le ministère de la Guerre, circonstances obligent, s'était transporté dans l'ex-« Belle endormie » au grand complet. Il investit la totalité de la faculté de lettres et de sciences, déborda sur un groupe scolaire attenant, et différents services trouvèrent refuge dans les bâtiments les plus hétéroclites. Le 12 septembre, la victoire de la Marne fut annoncée au monde entier dans le couloir de l'Institut de géographie.

Les ambassades avaient logiquement suivi le gouvernement ; certaines furent installées dans des villas de la ville d'été à Arcachon. Quant aux Chambres, elles ne retrouvèrent pas, comme en 1871, le Grand Théâtre. Leur décret de clôture signé la veille du départ, elles durent se contenter de deux music-halls de la rue Judaïque. De vingt-cinq à trente mille Parisiens en vue avaient également suivi l'exécutif dans son exil provisoire. L'éloignement soudain du front, les atours d'une ville qui pouvait soutenir la comparaison avec une grande capitale, la douceur du climat, tout incitait peut-être à une attitude contrastant violemment avec la vie des Français au front.

Le Chapon fin, comme en 1871, fut pris d'assaut ; *la terrasse du Café de Bordeaux* déborda sur la place de la Comédie au point de l'envahir jusqu'aux colonnes du Grand Théâtre ; des files immenses s'improvisèrent devant le *chocolatier Prévost* ; les allées Tourny et le cours de l'Intendance redevinrent des promenades à la mode. Le premier étonnement passé, les Bordelais songèrent à s'indigner de cette conduite d'estivants mondains.

Au-delà des rumeurs qui s'enflèrent vite, il apparaît que certains ministres, notamment Malvy, qui détenait le portefeuille de l'Intérieur, contribuèrent fortement à créer cette atmosphère scandaleuse. Cependant, quand la routine se fut installée dans les ministères provisoires, le Tout-Paris s'ébroua vers Arcachon, Biarritz ou Saint-Sébastien, et le gouvernement put accomplir sa tâche sereinement. Puis le temps passa, et on commença à s'étonner de la pérennité du séjour girondin du gouvernement. Après la « course à la mer » et la stabilisation du front qui s'enterrait dans les tranchées, Paris n'était plus directement menacé. Les parlementaires, mais aussi la plupart des ministres et surtout le président de la République s'impacientaient. Puisque le danger semblait provisoirement écarté, ils manifestaient le désir de se rapprocher du front et de remplir leurs fonctions dans la capitale. Mais le travail gouvernemental s'était organisé à Bordeaux ; le conseil des ministres se réunissait quotidiennement et le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, arguait que ses services, qui bénéficiaient d'une atmosphère de travail propice, répugnaient à un nouveau déménagement. Tout ce que Poincaré put obtenir, faute d'un retour à Paris constamment reporté, fut une « permanence » parisienne tenue à tour de rôle par les ministres, et quelques visites aux armées. Le siège officiel du gouvernement demeurait à Bordeaux. Ceci peut s'expliquer par une convergence d'intérêts de certains cadres de la nation. Joffre commandait sans que le gouvernement puisse le cornaquer de trop près ; Millerand dirigeait le ministère de la Guerre sans contrôle des commissions parlementaires, puisque députés et sénateurs ne siégeaient plus ; enfin les deux hommes maintenaient Gallieni, défenseur de Paris, dans un rôle suffisamment honorifique, eu égard à son rang, mais néanmoins subalterne. Ces motivations peuvent paraître mesquines et peu démocratiques, pourtant il est indéniable que Joffre et Millerand, à l'automne 1914, ont accompli leur tâche avec une réelle efficacité.

(site internet <http://arkheia-revue.org/1914-Bordeaux-capitale.html>)